

# LA MASCARADE DES ÉLECTIONS BIRMANES

## REGARD DE FONDEMOS :



Affiche montrant le président du Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), soutenu par l'armée du Myanmar, à Yangon

## Les élections législatives que la junte prévoit entre décembre 2025 et janvier 2026 ont tout d'un exercice de façade.

Organisé en trois vagues et ne couvrant qu'une partie du pays, le scrutin est conçu davantage comme un **outil de gestion sécuritaire et de tentative de légitimation d'un régime militaire** que comme une véritable élection nationale. L'enregistrement des électeurs n'a été mené à terme que dans moins de la moitié des 330 townships du pays ; plusieurs dizaines ont déjà été considérés comme « **non propices** » à la tenue d'un vote, et nombre des zones

restantes sont des **zones de conflit actif**.

Quant au caractère faussé de ces élections, que la junte présente comme pluralistes, il est assez clair : la Ligue nationale pour la démocratie (LND), largement victorieuse en 2020, et **l'ensemble des forces d'opposition ont été exclues de la compétition** avant même qu'elle ne commence.

Sur le terrain, pour des millions de personnes, **le droit de vote reste purement théorique**. Depuis le coup d'État de 2021, environ 3,5 millions de personnes ont été déplacées et près d'un tiers de la population a besoin d'une aide humanitaire. Beaucoup vivent sous les bombardements, les raids et les coupures d'Internet. Dans de telles conditions, un enregistrement sur les listes électorales, une campagne et un vote libres sont tout simplement impossibles.

Les principaux soutiens du régime, la **Chine et la Russie**, entretiennent cette mascarade en lui apportant un appui technique et militaire et en bloquant toute réponse plus ferme au Conseil de sécurité de l'ONU. Les élections birmanes doivent donc être considérées comme une **façade démocratique**, et pourtant cette logique continue de fausser les perceptions : les **États-Unis viennent de mettre fin au Temporary Protected Status (TPS)** accordé aux ressortissants birmans, en affirmant que les conditions se sont suffisamment stabilisées pour permettre leur retour et en allant jusqu'à qualifier les élections à venir de libres et équitables.

L'**Union européenne** a encore un rôle **crucial à jouer**. Dans un contexte de guerre civile et de calendrier électoral fortement fragmenté, ces élections ne peuvent raisonnablement être qualifiées de libres, équitables ou inclusives. Le Parlement européen **a ainsi déclaré qu'il rejetterait ce scrutin** ; le risque réel désormais est que le vote devienne le premier acte d'un processus hypocrite, dans lequel la junte adoptera le langage de la réforme pour amener la communauté internationale à desserrer la pression et à passer à autre chose, plutôt que de se concentrer sur la phase la plus préoccupante : l'après-scrutin.

*Les élections birmanes ne constituent pas un pas vers la démocratie, mais une tentative d'ancrer durablement le pouvoir militaire. L'Europe a commencé à le dire ; elle doit désormais agir en conséquence.*

Le Conseil et les États membres devraient donc transformer la position du Parlement en **ligne commune et en actions concrètes : maintenir et renforcer les sanctions ciblées** contre les responsables des exactions et de la mise en scène de ces pseudo-élections ; accroître une aide humanitaire fondée sur des principes clairs ; et travailler avec l'ASEAN, l'ONU et les partenaires partageant les mêmes vues pour rejeter la façade de normalité électorale.